



8 mars

Journée internationale de la femme

14 mars

Journée internationale de l'action contre les barrages et pour les rivières, l'eau et la vie!

22 mars

Journée mondiale de l'eau

26 - 30 mars

Forum social mondial - Tunis, Tunisie

Abonnez-vous en ligne!

www.nyeleni.org

Aidez-nous à construire le mouvement pour la *Souveraineté Alimentaire*.

**Chaque contribution compte:
Soutenez le bulletin Nyéléni.**

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL
Bénéficiaire: Asociación Lurbide –
El Camino de la Tierra
IBAN: IT76 J050 1812 1010 0000 0134 009
BIC/SWIFT code: CCRTIT2T84A

Editorial - Migration et agriculture

L'alimentation est essentielle à la vie. Elle est aussi une expression de nos cultures et de nos sociétés. Le système alimentaire industriel dominant élimine les valeurs vitales et sociales de l'alimentation **pour n'en faire qu'une simple marchandise** dont on peut tirer profit à chacune des étapes de sa production intensive, de sa transformation et de sa distribution, jusqu'à la spéculation dont elle fait l'objet sur les marchés financiers.

Ce système pousse à séparer les consommateurs des producteurs. *Alors que l'agriculture familiale continue de nourrir plus de 70% de la population mondiale*, le système néolibéral et sa politique commerciale chassent de leurs territoires les paysans, les artisans pêcheurs, les éleveurs et les peuples indigènes, et soutiennent le développement de monocultures intensives, de fermes-usines, de l'industrie de la transformation et de la distribution, basés sur le labeur des travailleurs de l'agro-alimentaire.

Ces travailleurs agricoles et du secteur agro-alimentaire sont de plus en plus souvent des migrants, forcés de quitter leur pays pour échapper à la pauvreté et à la faim. A cause des politiques d'immigration à caractère racial et de la militarisation des frontières, **ces migrants risquent de plus en plus souvent leurs vies** pour franchir des frontières sans papiers d'identité. De plus en plus de migrants sans papiers sont **persécutés et criminalisés, tout en étant exploités** par le système de production alimentaire, auquel **ils sont indispensables**, voire travaillent pour celui-ci dans des conditions **proches de l'esclavage**.

La lutte contre la mondialisation de la production alimentaire *est aussi une lutte pour défendre les droits des migrants*. La lutte pour la souveraineté alimentaire *est aussi une lutte pour rendre aux individus la liberté de choisir s'ils veulent ou non quitter leurs communautés et leurs territoires*.

Sous les feux de la rampe

page 2



La migration, une stratégie de subsistance

D'après l'*Organisation Internationale des Migrations (OIM)*, le nombre des migrants dans le monde a été estimé à 214 millions en 2010¹ – plus que la population entière du Brésil – et est en constante augmentation. Les populations migrent à l'intérieur de leur propre pays (particulièrement des zones rurales vers les zones urbaines²) ou vers des pays étrangers, souvent sans "autorisation légale", et au péril de leurs vies.

Les migrations sont un phénomène complexe, résultant de différents facteurs, comme les guerres, les conflits, les catastrophes naturelles, les nouvelles opportunités, le rassemblement familial, etc... Cependant, **la principale raison de l'augmentation actuelle des migrations est économique. Les femmes et les hommes migrent principalement pour échapper à la faim et à la pauvreté**. Un des principaux facteurs de répulsion³ est la destruction des communautés rurales et de l'agriculture paysanne (incluant la déforestation, l'épuisement des sols, la distribution inéquitable des terres). Les politiques nationales et internationales ainsi que les accords commerciaux approuvés par le système capitaliste néolibéral actuel sont à l'origine de tels procédés.

1 - World Migration Report, 2010 2 - *L'alimentation et les villes*, bulletin Nyéléni n°11, www.nyeleni.org
3 - Un "facteur de répulsion" est ce qui incite quelqu'un à quitter son chez-soi et un "facteur d'attraction" est ce qui l'attire vers un nouveau lieu.

Qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la *Souveraineté Alimentaire* dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum Nyéléni 2007, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la *Souveraineté Alimentaire* plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Il est temps d'agir pour la Souveraineté Alimentaire!



Les réfugiés de l'Accord de libre-échange

(extrait du livre de Debbie Barker, *The Rise and Predictable Fall of Globalized Industrial Agriculture*, IFG, 2007)

Entre 1990 et 2005, le nombre de migrants en provenance du Mexique et d'Amérique centrale vivant illégalement aux Etats-Unis est passé de 2 à environ 6,2 millions. Le terme « **réfugiés de l'ALENA** » s'applique à beaucoup d'entre eux. Entré en vigueur en 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a permis de lever les entraves qui se posaient au « libre » échange agricole entre le Nord et le Sud (...). Les conditions d'entrée de cet Accord ont imposé au Mexique d'abandonner le système traditionnel de jouissance en commun de la terre et des ressources (...) ainsi que de démanteler un régime de garantie du prix minimal du maïs qui assurait la subsistance de 3 millions de paysans mexicains. L'ALENA a eu pour conséquence la soudaine mise en concurrence entre les petits producteurs mexicains et un afflux de denrées agricoles moins chères et produites à grande échelle par les agriculteurs américains bénéficiant de subventions. Entre 1993 et 2001, la part de maïs importée du Nord a été multipliée par 17, soit 25% de la consommation du pays en maïs, alors qu'elle n'en représentait que 2% avant l'entrée en vigueur de l'ALENA. Un an après sa mise en œuvre, la production mexicaine de maïs et d'autres céréales de base a diminué de 50%, entraînant pour les paysans une perte de revenu significative. Voués à l'extrême pauvreté dans la campagne mexicaine, des millions de petits agriculteurs abandonnèrent leurs terres pour migrer vers le Nord, **forcés de prendre la douloureuse décision de quitter leurs familles et leurs communautés.**

Les mains qui préparent notre nourriture

Du champ à l'assiette, l'ensemble de la chaîne alimentaire exploite fortement la main d'œuvre migrante. Ces travailleurs contribuent à la production, la transformation, l'emballage, la distribution, la préparation et la vente des denrées alimentaires.

Aux quatre coins du globe, le système alimentaire mondialisé a recours à cette main d'œuvre : des chaînes de fastfood et exploitations agricoles usines américaines aux plantations de thé en Inde, des abattoirs et exploitations intensives en Europe aux navires de pêche en Asie et plantations de soja en Amérique du Sud. *Les niveaux de rémunération et de protection des travailleurs migrants se situent généralement en-dessous des normes établies ; ces personnes sont souvent soumises à des conditions de travail nocives et dangereuses, et subissent des violences physiques et psychologiques.* Les travailleurs migrants sont actuellement en train de s'organiser dans l'optique de la défense de leurs droits et ils bâtissent des alliances d'envergure internationale en collaboration avec d'autres secteurs (les paysans et les artisans pêcheurs, entre autres) afin de lutter contre la véritable cause à leur sort : **le système alimentaire agro-industriel.**

Une main-d'oeuvre migrante

Avec la mondialisation des mouvements de capitaux dans le système libéral, les *multinationales ont commencé à séparer de plus en plus production et lieu géographique fixe*, utilisant l'économie mondialisée pour s'approvisionner en matières premières, la production a cessé d'être liée à un lieu précis. Les multinationales ont vite réalisé que le coût du travail était un facteur limitant leurs profits, **elles ont donc commencé à déplacer leurs industries vers des pays ou des régions où le coût du travail était moindre**, organisant des paradis fiscaux pour leurs entreprises en échange de la création d'emplois manufacturiers faiblement rémunérés dans le pays d'accueil.

Dans l'agriculture, la situation a été plus complexe, car une relocalisation des terres, des vergers, des vignes, des infrastructures de transformation et des conditions atmosphériques vers des régions où le coût du travail est moindre, n'était pas si évidente. Quand les paysans et paysannes d'Europe et des Etats-Unis ont été *forcés d'accroître leur production afin de compenser la baisse croissante des prix payés par les distributeurs*, ils ont **commencé à embaucher de plus en plus de travailleurs immigrés**. La raréfaction de la main-d'oeuvre saisonnière locale et l'énorme augmentation de la main-d'oeuvre immigrée en situation irrégulière a rapidement conduit à une augmentation de l'utilisation de cette main-d'oeuvre dans les exploitations pratiquant une agriculture intensive, pour en arriver à la situation actuelle où l'on estime que la population de travailleurs agricoles immigrés est comprise entre 1 et 3 millions de personnes (en particulier des mexicains et des travailleurs sans statut legal) pour les Etats-Unis seulement⁴. Dans certains cas, **les exploitations agricoles ont été délocalisées de façon à réduire leurs coûts de production**. C'est par exemple le cas de certaines grandes fermes, en agriculture biologique ou conventionnelle, qui se sont établies dans le nord du Maroc, de façon à approvisionner le marché européen et à profiter des avantages d'un coût de la main-d'oeuvre plus "compétitif". Ce transfert de la production est souvent **accompagné et facilité par des accords de commerce bilatéraux négociés de façon agressive**. Le même procédé peut être observé pour les sociétés impliquées dans l'**accaparement des terres**, qui exploitent celles-ci, ainsi que la main d'oeuvre locale, à un niveau international (il s'agit souvent des meilleures terres agricoles) afin de produire une alimentation destinée exclusivement à l'export⁵.

Les états sont complices de cette situation **et les politiques agricoles et migratoires au niveau mondial sont de plus en plus en corrélation**. Les gouvernements ayant un grand nombre de nouveaux migrants ont à plusieurs reprises échoué dans la régulation de ce phénomène et ont laissé les choses empirer. En Europe et aux Etats-Unis particulièrement, d'énormes sommes d'argent ont été dépensées et de grands efforts déployés afin d'empêcher les gens de franchir des frontières de plus en plus militarisées, tandis que les politiques migratoires et les permis de travail saisonniers **empêchent les travailleurs immigrés de s'établir et d'obtenir les moindres droits dans le pays de destination**. Lorsque les travailleurs migrants sont forcés d'entrer illégalement dans le pays de destination, **ils peuvent être employés sous la menace continue d'une expulsion et sont confrontés à la criminalisation et au chantage**. Pour les entreprises néolibérales, cela représente une situation idéale: *une main-d'oeuvre bon marché tout au long de l'année dont on peut se débarrasser à tout moment où que l'on peut même renvoyer dans son pays d'origine quand on a plus besoin d'elle.*

Esclavagisme moderne⁶

Les conditions de travail peuvent éventuellement revêtir un tel degré d'exploitation que l'on peut les apparenter à une forme moderne d'*esclavagisme*. Même si cela est difficile à croire, **vingt-sept millions de personnes sont actuellement considérées comme étant réduites en esclavage**. Pratiquement toutes les pratiques esclavagistes, y compris le trafic de personnes et la servitude, possèdent des caractéristiques de travail forcé. Cela signifie qu'il y a actuellement plus de personnes réduites en esclavage qu'il n'y en a jamais eu dans d'autres périodes de l'histoire de l'humanité. L'esclavagisme existe depuis des milliers d'années, mais les changements survenus ces cinquantes dernières années dans l'économie mondiale et dans la société ont rendu possible son retour.

Les "esclaves modernes" sont forcés à travailler pour peu ou pas de salaire, sous la menace de violences envers eux ou leurs familles, d'expulsion ou de criminalisation. *La plupart d'entre eux sont exploités dans l'agriculture, la pêche, le secteur minier, le bâtiment et, plus particulièrement les femmes et les enfants, dans la prostitution.* **En général, l'immigration clandestine est synonyme de trafiquants qui peuvent en profiter pour asservir et exploiter les sans-papiers par la force ou par l'escroquerie, puisque leur absence de statut légal les rend invisibles.**

Les sans-papiers, comme nombre de travailleuses et travailleurs agricoles, *font l'expérience de la contradiction: d'un côté ils sont criminalisés et chassés, mais d'un autre, on a besoin d'eux, on souhaite les employer et on les exploite.*

4 - *Migrant Farm Workers: Our Nation's Invisible Population*, Eduardo González, Jr

<http://www.extension.org/pages/9960/migrant-farm-workers-our-nations-invisible-population>

5 - Pour en savoir plus sur l'*accaparement des terres*, lire les bulletins Nyéléni n°0 et n° 9 - www.nyeleni.org

6 - L'information, dans ce paragraphe, est extraite des sites internet: *Free the slaves* <https://www.freetheslaves.net/SSLPage.aspx> et *Anti-slavery* http://www.antislavery.org/english/slavery_today/default.aspx



Unis dans la lutte

Bien qu'invisible pour la plupart des gens, la présence de travailleurs agricoles – migrants, saisonniers, ou sans-papiers – est indéniable dans les communautés rurales de beaucoup de pays, où la production agricole a toujours besoin de main-d'oeuvre. **La lutte des ouvriers agricoles devrait aller de pair avec la lutte pour une agriculture paysanne durable.**

La violation des droits des travailleurs agricoles, particulièrement des immigrés, est imputable au même système que celui qui exploite les paysans, les travailleurs, et les pauvres au niveau mondial. Donc, tout mouvement qui lutte pour des conditions de travail décentes pour les travailleurs agricoles doit aussi s'attaquer à la concentration de pouvoir du système alimentaire agro-industriel.

Nous devons encourager et soutenir **les politiques en faveur de la souveraineté alimentaire replaçant le contrôle au niveau de l'agriculture locale ainsi que des communautés rurales et qui permettent de les redynamiser**, où qu'elles soient menées et particulièrement dans les pays d'origine des travailleurs migrants.

La réforme agraire comme solution

L'économie libérale a considérablement détérioré la situation des travailleurs migrants, *non seulement à travers la criminalité la circulation des personnes, mais encore par la concentration de la production et de la propriété foncière, ce qui signifie que l'accès à la terre est de plus en plus difficile pour beaucoup de gens à travers le monde.* Souvent, les travailleurs immigrés⁷, dans l'agriculture ou dans d'autres domaines, sont des paysans incapables de mener une vie décente dans leur pays d'origine à cause du système agricole actuel et des marchés mondiaux.

Le mouvement pour la souveraineté alimentaire demande une réforme agraire intégrale, qui consiste en la redistribution de *terres de bonne qualité et d'autres ressources* aux sans-terres et aux tout petits propriétaires, et en la restitution des *territoires* aux peuples indigènes ou en la défense de ces territoires. Une véritable réforme agraire garantie aux paysans, aux peuples indigènes, aux artisans pêcheurs, aux éleveurs nomades et aux communautés rurales le contrôle des ressources naturelles (terres, eau, zones de pêche, semences, forêts, biodiversité, etc.) reconnaissant leurs droits individuels et collectifs.

Une telle réforme agraire assurerait l'accès à une alimentation saine et culturellement appropriée, serait source de création d'emplois et de stabilité sociale, **régulant les migrations internationales, et les migrations croissantes des zones rurales vers les zones urbaines.**

7 - En Indonésie, par exemple, on estime que 3,5 millions de travailleurs migrants sont partis en 2008 pour l'Asie du Moyen-Orient, du Sud-est (Singapour, Brunei et Malaisie), ainsi que l'Asie de l'Est. La plupart sont originaires des campagnes et beaucoup sont des paysans que les projets de consolidation foncière ont forcés à quitter leurs terres. <http://indiesblog.wordpress.com/2008/06/12/initial-study-on-family-and-society-of-the-migrant-workers/>

Les droits des paysans et des travailleurs agricoles

Le système actuel et ses politiques commerciales obligent, chaque jour, les hommes et les femmes qui pratiquent l'agriculture familiale à quitter leurs villages et à migrer en direction des villes ou vers d'autres pays. A titre d'exemple, à la fin des années soixante, avant l'arrivée de la soit disant « révolution verte », le nombre de personnes migrant hors des Philippines a augmenté de façon exponentielle pour atteindre plus de 12 millions.

En outre, les habitants des campagnes comptent parmi les populations les plus touchées par le changement climatique. Des millions de familles ont vu leurs cultures et moyens d'existence détruits par des conditions météorologiques extrêmes, les obligeant à aller chercher du travail ailleurs. On estime que, pour l'année 2010 seulement, plus de 30 millions de personnes en Asie ont été déplacés de force à cause de catastrophes naturelles liées à l'environnement et aux phénomènes météorologiques.

Parallèlement, les « fausses solutions », promues par les gouvernements et les multinationales, poussent les paysans pratiquant l'agriculture familiale et les populations rurales à quitter leurs territoires. Au nom de projets de « conservation », tels que le mécanisme REDD (*réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts*), on assiste à des déplacements de populations entières qui se font parfois dans la violence, comme en Indonésie et en Thaïlande. **Aussi y a-t-il urgence à reconnaître aux migrants la totalité de leurs droits, qu'ils se déplacent pour des raisons économiques, politiques, sociales ou climatiques.**

L'écho des campagnes

Histoires courtes de résistance et d'alternatives

Les migrants bâtissent les communautés rurales

Jille Belisario, coordinateur des programmes et des campagnes, Commission pour les travailleurs migrants philippins (CFMW)

C'est en 1986 que j'ai migré aux Pays-Bas, ma mère voulant y demander l'asile politique. Selon les dernières statistiques, il y aurait environ 12 000 migrants philippins aux Pays-Bas et 800 000 en Europe. Aux Pays-Bas, il est de plus en plus courant que les lois anti-criminalité incluent des lois sur l'immigration, une approche baptisée la « crimmigration ». On assiste à une criminalisation fréquente des migrants en situation irrégulière, lesquels deviennent les boucs-émissaires de la crise financière et économique en Europe. Leurs vies sont de plus en plus précaires. Les migrants sont des acteurs sociaux transnationaux, vivant dans des pays d'accueil et contribuant au développement de leurs pays d'origine. La CFMW collabore avec Unlad Kabayan dans le cadre d'un programme d'investissement alternatif des économies des migrants (MSAI, Migrants Saving Alternative Investment). Il permet la mise en œuvre de projets durables du point de vue de l'environnement dans le pays d'origine, générant emplois et moyens d'existence dans les campagnes. Une part de 4 à 5% nous revient. Certains d'entre nous songent à rentrer au pays, ce type de coopération entre paysans et travailleurs est donc très important pour que nous reconstruions, ensemble, nos communautés. Par ailleurs, nous savons qu'il est nécessaire de se mettre en réseau avec d'autres communautés, afin de consolider l'unité entre tous les migrants. En Europe, nous travaillons de pair avec des mouvements sociaux, tels que la Transnational Migrants Platform (Plateforme transnationale pour les migrants) et le réseau RESPECT.

Un cas parmi tant d'autres

Philippe Sauvin, l'autre syndicat

Ramadan B., originaire du Kosovo, est travailleur agricole en Suisse. Etant ressortissant kosovar (Etat non-membre de l'UE), l'autorisation de séjour ou le permis de travail lui sont interdits ; il est donc sans papiers, un clandestin. Comme des milliers d'autres, Ramadan est venu en Suisse en quête de travail pour vivre et faire vivre sa famille restée au pays. Alors qu'il taillait une haie, il a glissé puis est tombé, s'empalant sur l'un des piquets soutènement de vigne. Grièvement blessé et en sang, son patron l'emmène à l'hôpital où on l'opère immédiatement. Ramadan est tiré d'affaire mais son employeur ne l'avait pas assuré ! *L'autre syndicat* intervient et oblige ce dernier à payer de façon rétroactive les quatre années de cotisations sociales dues, permettant de couvrir les frais médicaux de Ramadan, lequel perçoit également un salaire pendant les deux années où il n'est pas en mesure de travailler. Aujourd'hui Ramadan est rétabli mais il a perdu l'usage de son bras droit. Il ne peut prétendre aux allocations pour personnes handicapées et demeure sans papiers, clandestin, un cas parmi tant d'autres ! *L'autre syndicat* milite pour la régularisation des sans-papiers en Suisse car ce sont ces personnes qui font le travail que d'autres refusent (dans le secteur agricole, du nettoyage, de la construction, etc.). En proie, de par leur situation, à l'exploitation, souvent sous-rémunérés et non assurés, les migrants sans papiers sont les souffre-douleur de nos pays nantis !

